

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 24 040 000 Euros.
Siège social : 1, Boulevard Haussmann – 75009 Paris.
433 932 811 R.C.S. Paris.

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2018.

(En Euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	2.a	15 537 180	13 117 497
Intérêts et charges assimilées	2.a	-9 589 275	-8 014 524
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 200 000	1 200 000
Commissions (charges)	2.b	-538 284	-746 320
Gains ou pertes sur opérations de change et d'arbitrage		-321 476	686 642
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire		-791	-2 563
Produit net bancaire		6 287 354	6 240 732
Frais de personnel			
Autres frais administratifs	2.c	-554 543	-538 606
Charges diverses d'exploitation bancaire	2.c	-292 810	-418 941
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses		-4 169	
Reprises de dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses			
Résultat brut d'exploitation		5 435 832	5 283 185
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		5 435 832	5 283 185
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
Résultat courant avant impôt		5 435 832	5 283 185
Résultat exceptionnel (1)			
Impôt sur les bénéfices	2.d	-4 319 266	-1 902 164
Résultat net		1 116 566	3 381 021

II. — Bilan au 31 décembre 2018.
(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales et CCP	3.a	3 298	1 485
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.b	160 913 610	211 468 436
Opérations avec la clientèle	3.c	817 644 000	1 410 629 671
Créances douteuses	3.c	30 829 794	12 540 953
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.d	460 146 811	296 608 224
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3.e	15 834 881	7 916 383
Comptes de régularisation	3.f	37 536 322	40 075 409
Total actif		1 522 908 716	1 979 240 561

Passif			
Dettes			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3b	334 329 471	734 218 397
Opérations avec la clientèle	3.b		
Dettes représentées par un titre	3.g	1 031 746 575	1 031 746 575
Autres passifs	3.e	2 425	
Comptes de régularisation	3.f	64 235 446	118 577 475
Provisions pour risques et charges			
Dettes subordonnées	3.h	65 162 890	65 161 411
Total dettes		1 495 476 807	1 949 703 858
Capitaux propres :		4.b	
Capital souscrit	4.a	24 040 000	24 040 000
Prime d'émission			
Réserves		2 266 708	2 097 657
Report à nouveau		8 635	18 025
Résultat de l'exercice		1 116 566	3 381 021
Total capitaux propres		27 431 909	29 536 703
Total passif		1 522 908 716	1 979 240 561

Hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés :			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.d	343 482	291 810
Engagements sur titres			
Engagements reçus :			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.d	718 796 117	1 253 724 013
Engagements sur titres			

III. — Annexes.

1. Résumé des Principes comptables appliqués par BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés financières tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le compte de résultat au 31 Décembre 2018 et les notes aux Etats Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 Décembre 2017.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent essentiellement des crédits à l'exportation et de prêts à la clientèle financière garantis par des personnes publiques auxquelles s'ajoutent des créances aux collectivités locales. Elles sont ventilées en créances commerciales, autres crédits et crédits à l'équipement.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus. Les surcotes/décotes correspondant à la différence entre la valeur nominale et le prix d'achat sont lissées linéairement sur la durée restant à courir des créances.

Titres de placement. — Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au plus bas du prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus) ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de Bourse. Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire est enregistré en résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : il s'agit essentiellement des obligations foncières.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du résultat.

Les primes d'émission ou le remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt.

Dettes envers les établissements de crédit. — Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Instruments financiers à terme. — Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction.

Leur traitement comptable dépend de la stratégie de gestion de ces instruments.

Les produits et charges constatés d'avances liés aux soultes de swaps ainsi que les intérêts et produits à recevoir rattachés aux swaps sont présentés au bilan dans les comptes de régularisation par compensation de devises.

— **Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture :** Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Impôt sur les bénéfices. — BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF enregistre à compter de 2014 un changement de méthode comptable concernant ses impôts différés.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourent au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Le changement est exceptionnel et justifié par l'amélioration de l'information financière dans la mesure où elle permet d'éviter la volatilité induite par le traitement fiscal inhérent à l'activité de la société.

Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

Opérations en devises. — Les créances, dettes, engagements hors-bilan libellés en devises sont évalués au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat, à l'exception des instruments financiers enregistrés au hors-bilan, pour lesquels l'écart est conservé dans un compte de régularisation.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts, des emprunts ou des opérations de hors-bilan, sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

Le résultat mensuel en devises est partiellement couvert à hauteur du montant de résultat mensuel déterminé selon le référentiel IFRS. La part non couverte génère un gain ou une perte de change en résultat.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Informations relatives aux transactions entre parties liées. — Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations de l'ANC N°2014-07 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables.

Régime d'intégration fiscale. — BNP PARIBAS Public Sector SCF est intégrée au Groupe Fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA.

Consolidation. — Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS SA.

2. – Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2018.

2.a. Marge d'intérêts. — BNP Paribas Public Sector SCF présente sous les rubriques " Intérêts et produits assimilés" et "Intérêts et charges assimilées" la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti.

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

(En Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	585 640	-1 340 963	1 695 355	-518 143
Comptes à vue, prêts et emprunts	585 640	-1 340 963	1 695 355	-518 143
Clientèle	11 913 552		8 957 993	
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	11 913 552		8 957 993	
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 037 988	-3 934 340	2 464 149	-3 201 361
Titres de placement	3 037 988	-3 934 340	2 464 149	-3 201 361
Dettes représentées par un titre		-4 313 972		-4 295 020
Obligations foncières		-3 374 524		-3 357 720
Dettes Subordonnées à terme		-939 448		-937 300
Produits et charges d'intérêts	15 537 180	-9 589 275	13 117 497	-8 014 524

2.b. Commissions :

(En Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 200 000	-538 824	1 200 000	-746 320
Opérations sur titres	1 200 000	-538 824	1 200 000	-746 320

<i>dont commissions de placements</i>		-324 822		-324 822
Produits et charges de commissions	1 200 000	-538 824	1 200 000	-746 320

2.c. Charges générales d'exploitation :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres frais administratifs	-554 543	-538 606
Rémunération d'intermédiaires	-430 828	-421 392
Impôts et taxes	-123 715	-117 214
<i>(F)onds de (R)ésolution (U)nique</i>		
Charges d'exploitation	-554 543	-538 606
<i>(F)onds de (R)ésolution (U)nique (1)</i>	-292 810	-418 941
Charges diverses d'exploitation bancaire	-292 810	-418 941
<i>(1) reclassement de la contribution au FRU en charges diverses d'exploitation bancaire.</i>		

2.d. Impôt sur les bénéfices :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants de l'exercice	-24 254	-8 692 058
Impôt différé	-4 295 012	6 789 894
Impôt sur les bénéfices	-4 319 266	-1 902 164

3. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2018.

3.a. Banques centrales et offices des chèques postaux :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales et offices des chèques postaux	3 298	1 485
Banques centrales	3 298	1 485
Banques centrales	3 298	1 485

3.b. Créances et dettes sur les établissements de crédit :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Prêts et créances	160 913 610	211 468 436
Comptes ordinaires débiteurs	66 968 716	96 906 434
Comptes à terme et prêts	93 944 894	114 562 002
Prêts et créances sur les établissements de crédit	160 913 610	211 468 436
<i>dont créances rattachées</i>	49 255	1 034 894

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes et emprunts	334 329 471	734 218 397
Comptes ordinaires créditeurs		
Emprunts à terme (1)	334 328 097	734 217 230
Intérêts sur cash collatéral versés au titre du FRU	1 374	1 167
Dettes envers les établissements de crédit	334 329 471	734 218 397
<i>dont dettes rattachées (1)</i>	14 858	28
<i>(1) Les taux d'intérêts sur prêts étant négatif, les intérêts ont été rattachés au passif au 31 décembre 2018.</i>		

3.c. Opérations avec la clientèle :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Prêts et créances	848 473 794	1 423 170 624
Autres crédits à la clientèle	817 644 000	1 410 629 671
Créances douteuses	30 829 794	12 540 953
Opérations avec la clientèle - Actif	848 473 794	1 423 170 624
<i>dont créances rattachées</i>	3 620 918	5 911 513

3.d. Obligations et autres titres à revenu fixe :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Valeur brute	455 494 559	293 867 899
Provision	-4 169	
Créances rattachées	4 656 421	2 740 325
Obligations et autres titres à revenu fixe	460 146 811	296 608 224

3.e. Autres actifs et passifs :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs divers :	15 834 881	7 916 383
<i>dont Acompte Impôt sur les sociétés</i>	8 664 512	-3 517 069
<i>dont Impôts différés actifs</i>	6 764 347	11 059 359
<i>dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique</i>	343 482	291 810
<i>dont créances sur l'Etat</i>	62 540	82 283
Autres actifs	15 834 881	7 916 383
Autres passifs divers :		
<i>dont Impôts différés passifs</i>		
<i>dont impôts sur les bénéfices</i>		
Autres impôts et taxes	2 425	
Autres passifs	2 425	

3.f. Comptes de régularisation :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Produits à recevoir	33 239 222	33 256 042
Autres comptes de régularisation débiteurs :	4 297 100	6 819 367
<i>dont Charges à répartir</i>	1 289 622	2 408 244
<i>dont Charges constatées d'avance</i>	3 007 478	4 411 124
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Comptes de régularisation - actif	37 536 322	40 075 409
Charges à payer	12 613 844	15 320 897
Autres comptes de régularisations créditeurs :	29 647 205	40 619 017
<i>dont Produits constatés d'avance</i>	29 647 205	40 619 017
Réévaluation des instruments dérivés et de change	21 974 397	62 637 561
Comptes de régularisation - passif	64 235 446	118 577 475

3.g. Dettes représentées par un titre :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts obligataires	1 000 000 000	1 000 000 000
<i>Dettes rattachées</i>	31 746 575	31 746 575
Dettes représentées par un titre	1 031 746 575	1 031 746 575

3.h. Dettes subordonnées :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes subordonnées remboursables	65 000 000	65 000 000
<i>Dettes rattachées</i>	162 890	161 411
Dettes subordonnées	65 162 890	65 161 411

4. – Informations complémentaires.**4.a. Évolution du capital :**

(En Euros)	Nombre de titres				Valeur nominale
	A l'ouverture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture de l'exercice	
Actions ordinaires	2 404 000			2 404 000	10 Euros
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

4.b. Variation des capitaux propres :

(En Euros)	31/12/2017	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2018
Capital	24 040 000			24 040 000
Primes démission				
Réserve légale (1)	2 097 657	169 051		2 266 708
Réserves statutaires et contractuelles				
Réserves réglementées plus-values long terme				
Autres réserves				
Ecart de réévaluation				
Report à nouveau	18 025		-9 390	8 635
Résultat de l'exercice	3 381 021	1 116 566	-3 381 021	1 116 566
Capitaux propres	29 536 703	1 285 617	-3 390 411	27 431 909

4.c. Notionnel des instruments financiers. — Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Instruments dérivés de cours de change	481 836 493	845 113 397
Instruments dérivés de taux d'intérêt	2 724 996 028	2 711 707 025
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré	3 206 832 521	3 556 820 422
La valorisation nette des swaps est de :	29 602 392	27 699 026
La PV des swaps sur les actifs clientèle et sur les titres est de :	-41 328 439	-74 776 044
La PV des swaps sur les émissions est de :	70 930 831	102 475 070

4.d. Informations sur les postes du hors-bilan :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Engagement garantie financière		
Fonds de garantie des dépôts et de résolution	343 482	291 810
Engagements de garantie donnés	343 482	291 810

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Clientèle		
BPIFRANCE ASSURANC- ex Coface	231 606 434	379 286 822
Euler Hermes KreditVersi	354 663 799	494 048 986
Export CT guarantee dept	40 725 128	254 740 079
Export import BK OF US	89 729 494	123 676 186
EKF DENMARK	2 071 263	1 971 940
Engagements de garantie reçus	718 796 118	1 253 724 013

4.e. Échéance des emplois et des ressources :

(En milliers d'Euros)	Opérations	Durée restant à courir				
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emplois						
Banque centrale	3					3
Créances sur les établissements de crédit :	66 969	89 409	1 495	2 991	0	160 864
Créances à vue	66 969					66 969
Créances à terme		89 409	1 495	2 991	0	93 895
Opérations avec la clientèle		60 733	251 391	499 541	33 188	844 853
Obligations et autres titres revenu fixe				65 567	389 924	455 491
Ressources						
Dettes envers les établissements de crédit			334 309			334 309
Dettes représentées par un titre				1 000 000		1 000 000
Dettes subordonnées		65 000				65 000

Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices

(En Euros)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	24 040 000	36 040 000	24 040 000	24 040 000	24 040 000
Nombre d'actions émises	2 404 000	3 604 000	2 404 000	2 404 000	2 404 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Résultat global des opérations effectives					
Produit net bancaire	5 581 464	4 382 684	6 306 228	6 240 732	6 287 353
Bénéfices avant impôts, amortissements et provisions	5 001 397	-15 272 112	5 216 224	5 283 185	5 440 001
Impôt sur les bénéfices	-1 539 165	5 080 183	-1 914 275	-1 902 164	-4 319 266
Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	3 345 564	-9 991 016	3 350 029	3 381 021	1 116 566
Montant des bénéfices distribués			2 259 760	3 221 360	1 057 760 *
Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfices après impôts, mais avant amortissements et provisions	1,44	-2,83	1,37	1,41	0,47
Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	1,39	-2,77	1,39	1,41	0,46
Dividende versé à chaque action			0,94	1,34	0,44
Personnel					
Nombre de salariés	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant de la masse salariale	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres, etc...)	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

(*) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 15 avril 2019.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF
1, Boulevard Haussmann
75009 Paris

A l'assemblée générale de la société BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.
L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, l'exactitude et la sincérité de ces informations appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise, ces informations n'incluent pas les rémunérations et avantages versés par BNP Paribas S.A. aux mandataires sociaux concernés, au titre de leurs fonctions de salariés de BNP Paribas S.A., si ceux-ci n'y exercent pas également de mandats sociaux.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF par l'assemblée générale du 17 novembre 2008 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 12 septembre 2012 pour le cabinet Deloitte & Associés

Au 31 décembre 2018, Deloitte & Associés était dans la 7ème année de sa mission sans interruption et PricewaterhouseCoopers Audit dans la 11e année, dont 2 années depuis que votre société est entrée dans le périmètre des entités d'intérêt public tel que défini par les textes européens

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les

anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce

Nous remettons un rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris - La Défense, le 29 mars 2019
Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Ridha Ben CHAMEK,

Deloitte & Associés :
Laurence DUBOIS.